



FLORIAN BACHELIER

Premier Questeur de l'Assemblée nationale

Député de la 8^{ème} circonscription d'Ille-et-Vilaine

Rennes, le 22 avril 2021

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Déploiement de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté en Bretagne

En septembre 2018, le Président de la République avait annoncé un plan inédit de 8 milliards € sur le quinquennat pour enrayer la spirale de la pauvreté en France. Entre-temps, la crise sanitaire a accentué les situations de fragilité et imposé de nouvelles mesures en faveur de la relance économique, sociale et solidaire.

Le Député Florian Bachelier tient à saluer le bilan encourageant de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté déployée en Bretagne depuis deux ans.

Rendue possible par la mobilisation conjointe des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités, du tissu associatif et économique qu'il rencontre régulièrement, cette stratégie repose sur une véritable alliance territoriale des solidarités qui donne déjà des résultats.

La coopération des acteurs en Bretagne a su s'adapter au contexte de crise et permis de mettre en place des projets innovants pour développer les solutions d'insertion et d'activité pour les Bretons sans emploi, pour favoriser l'accès et le maintien dans leur logement, renforcer l'hébergement d'urgence et soutenir les revenus des plus modestes.

Concrètement, un **fonds d'expérimentation** doté de plus 600 000 € en Bretagne mis en place en 2020 a permis de faire aboutir une vingtaine de projets, sur la base des priorités identifiées avec les associations. C'est aussi le sens du **plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté**, doté de plus de 2 millions € en Bretagne dans le cadre de France Relance en 2021 pour soutenir leurs actions axées sur l'aide alimentaire, le suivi psychologique et l'accès à l'emploi.

Concernant la **prime d'activité**, l'enveloppe totale est passée de 224 millions € en 2018 à 424 millions € en 2020 et bénéficiait à environ 200 000 foyers fin 2019. En Ille-et-Vilaine, elle est passée de 74 549 774 € en 2018 à 143 251 122 € en 2019.

La crise sanitaire et sociale que nous connaissons depuis un an a confirmé l'urgence de continuer d'agir pour améliorer le quotidien des Bretons les plus fragiles autour de trois priorités :

- L'accès aux droits et aux biens essentiels (lutte contre le mal logement, la désertification médicale et la précarité alimentaire),
- Le soutien aux familles (cantine à 1 euro, RSA, places en crèche)
- Le développement d'un service public de l'insertion et de l'emploi

Pilier de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, la création de ce **nouveau service public de l'insertion et de l'emploi**, soutenu par Florian Bachelier, a pour objectif, ici en Bretagne, d'expérimenter une coordination renforcée entre les quatre conseils départementaux, les deux métropoles, le conseil régional, l'État et Pôle emploi.

Concrètement, cette approche vise à permettre la construction d'actions plus intégrées entre collectivités elles-mêmes, mais également entre collectivités et Etat dans le champ des politiques de l'emploi (insertion par l'activité économique et politiques publiques en faveur de l'insertion des jeunes). Elle doit également permettre de favoriser un regard précis de l'État sur l'efficacité des dispositifs d'insertion et d'accompagnement à l'emploi.

Le bilan établi à la fin 2020 témoigne de la volonté de l'Etat de construire des solutions concrètes, adaptées aux spécificités de la Bretagne et ouverte aux expérimentations.

En 2021, de nouveaux moyens annoncés par le Gouvernement permettront de renforcer l'intervention de l'Etat auprès des acteurs locaux.

Florian Bachelier déclare : « Avec la crise, la détermination de notre majorité reste intacte pour ne pas ajouter de la précarité à la précarité. Améliorer concrètement le quotidien des Bretons qui ont moins, c'est le cœur de la stratégie pauvreté qui se décline sur tous les territoires. Emploi, logement, éducation, accès aux droits... Ici en Ille-et-Vilaine, sous la coordination des services de l'Etat, les acteurs locaux travaillent ensemble pour traduire en acte l'engagement du Président de la République en faveur des Français les plus démunis. »